

Solidarités CANTON DE LA CHAPELLE SUR ERDRE Ecologie

www.solidarites-ecologie.org

N° 29 – Avril 2012

Journal d'information citoyenne

2012 : un système à bout de souffle ... créons une ère nouvelle !

Ce début de 21^e siècle n'est guère réjouissant, les événements (tout au moins ceux relatés par les médias) ne sont pas de nature à donner le moral :

- ↳ Fermetures d'usines (Florange, Lejaby, Continental, ...) et leurs cortèges de licenciements,
- ↳ Faillites des Etats (Grèce, Irlande, Islande, Portugal, Espagne, ...),
- ↳ Pollution de l'eau par les pesticides, les nitrates et les industries chimiques ou nucléaires,
- ↳ Fukushima et la politique de l'autruche du lobby nucléaire,
- ↳ Détournement de productions alimentaires comme sources de carburant pour nos véhicules,

La liste est très longue. Pourtant maintenant on sait ; on connaît les méfaits de ce développement économique qui nous a été imposé par la publicité pour nous pousser à consommer, et auquel nous avons tous un peu adhéré par les avantages qu'il nous apportait pour notre « niveau de vie ». Nous sommes tous plus ou moins addicts à cette consommation sans limite.

Maintenant on sait... mais on continue quand même ; parce que l'on a de la peine à imaginer un autre modèle de développement, parce que les élus que l'on a choisis ne sont pas capables de changer leur vision du monde et de l'avenir. Ils pensent probablement que s'ils osaient changer de modèle ils ne seraient pas élus. Le sort réservé à certain(e)s candidat(e)s à l'élection présidentielle semble le confirmer.

Le résultat, on le connaît : un aéroport à Notre Dame des Landes totalement inutile et nuisible que l'on s'obstine à vouloir construire, des centrales nucléaires dangereuses et dont on ne sait gérer les déchets que l'on refuse de fermer pour s'engager dans une autre politique énergétique.

Depuis des décennies des voix se sont élevées. Des militants se sont battus (avec succès) contre la centrale nucléaire au Carnet (près du Pellerin), à Plogoff, en proposant des alternatives énergétiques ; c'était il y a 35 ans. Ces idées de l'époque paraissent nouvelles aujourd'hui ; mais que de temps perdu alors que les Allemands, les Danois, les Hollandais se sont engagés avec détermination dans des voies alternatives et peuvent se passer du nucléaire. Le nucléaire et son électricité faussement bon marché (combien coûtera le démantèlement des centrales ?) nous ont empêché de faire les progrès nécessaires.

Pourtant des idées ont germé, des initiatives ont été prises par des individus et des associations, des entreprises ont innové ; mais le relais politique n'existe pas (sauf au niveau des collectivités locales). Les discours de 2007 et le Grenelle de l'environnement sont oubliés ; mais étaient ils sincères ? Pire, le président a dit « l'environnement ça commence à bien faire ! ». La filière solaire a été stoppée en plein essor, l'éolien a été freiné, les contraintes sur les agriculteurs pollueurs ont été réduites...

On n'a jamais eu autant besoin de se retrousser les manches pour appliquer ces idées pour un développement en harmonie avec les ressources de la planète et un environnement compatible avec la vie. Pour autant, les thèmes de la campagne présidentielle ignorent presque totalement ces sujets essentiels pour demain.

Pour nous, les mots Solidarités et Ecologie ont un sens et nous pensons que notre bulletin de vote est une occasion de dire que nous croyons à un autre avenir. Nous militons pour des changements radicaux, créateurs d'emplois utiles à la société et non au service des bénéficiaires des entreprises du CAC40 ou de la finance internationale.

Pour chaque élection à venir, il existe au moins une candidate qui porte ces valeurs. ■

**Elections présidentielles, élections législatives :
les changements inéluctables sont les oubliés de la campagne.**

**Solidarités Ecologie, association citoyenne, apporte sa contribution
à la réflexion collective dans l'esprit : "Penser global, Agir local".**

Et si la croissance était le problème et non la solution ?

Les économistes "sérieux" et les candidats "réalistes" à l'élection présidentielle nous disent qu'il faut retrouver de la croissance pour sortir de la crise. L'idée principale qui sous-tend cette affirmation est que l'on ne peut partager la richesse que l'on n'a pas. Pourtant la France, mais aussi la planète toute entière, n'ont jamais produit autant de richesse qu'aujourd'hui. Dans le même temps, les budgets des Etats se sont enfoncés dans les déficits en devenant de plus en plus dépendants des emprunts auprès des banques pour financer le fonctionnement des services publics.

La suite nous la connaissons : pour tenter d'équilibrer le budget des Etats, on réduit sans cesse les moyens des services publics, au point de les rendre peu performants et peu attractifs, ce qui favorise les services privés. Mais au fond si la croissance, même réduite, existe bien et si le budget de l'Etat n'est plus équilibré, c'est que le partage des fruits de la croissance s'est déréglé : il est de plus en plus au détriment de l'intérêt général et au profit de certains intérêts privés. Dans le même temps on confie la gestion des services les plus nécessaires (hôpitaux, éducation-formation, énergie, transports, prison...) au privé qui en tire des bénéfices.

Il est alors facile de comprendre que la croissance n'a pas été la solution pour subvenir aux besoins collectifs du plus grand nombre. Il y a peu de chance qu'elle le devienne si rien ne change dans les mécanismes financiers qui sévissent aujourd'hui sur la planète.

Mais il y a pire encore, la croissance ne reflète pas une amélioration du bien-être des populations. Elle se mesure en volume d'activité économique ; c'est le fameux PIB (Produit Intérieur Brut) qui sert de référence. Ainsi les productions industrielles ou agricoles qui polluent contribuent fortement à la croissance ; mais aussi les coûts de la dépollution, la production de nos énormes masses de déchets et les services qui nous en débarassent. Donc plus nous produisons, plus nous avons de croissance, quel que soit l'impact positif ou négatif de ces productions sur la planète et sur les populations.

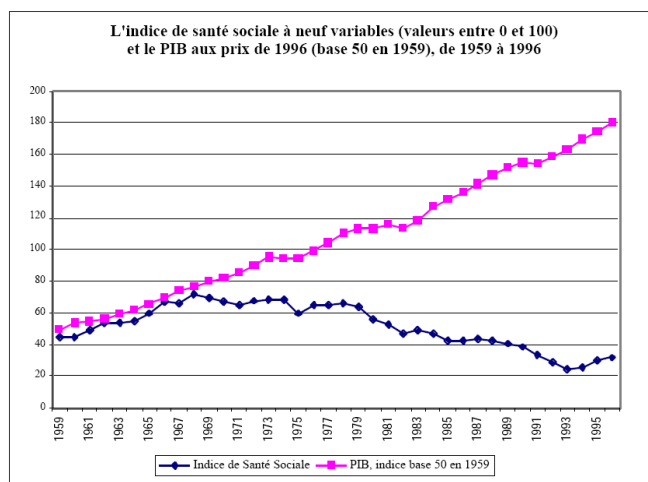
Quelques références :

Les limites du PIB : Alternatives économiques n°048 – mars 2011

http://www.alternatives-economiques.fr/les-limites-du-pib_fr_art_1071_52953.html

Développement ne rime pas forcément avec croissance : Le Monde diplomatique – Jean Marie Harribey – Juillet 2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/HARRIBEY/11307>



Mais pourquoi les « décideurs » de tout poil sont-ils tant attachés à cette croissance infinie ?

Le pouvoir politique y trouve son intérêt (recettes fiscales), de même que les banques : sans croissance, les prêts et les intérêts ne peuvent être remboursés.

Cette croissance aveugle est le problème : elle permet de maintenir en place un système économique moribond qui détruit et pille la planète, elle contribue à imposer la logique financière dans des secteurs où elle n'a pas sa place (éducation, santé, sécurité...). Elle retarde les changements indispensables et prépare ainsi le lit d'un effondrement d'autant plus dur.

Pourtant, nous avons des progrès à faire pour réduire notre impact sur l'environnement à un niveau compatible avec les ressources naturelles. Refuser la fuite en avant ne signifie pas faire marche arrière. Nous aurons besoin de toute l'ingéniosité des hommes, la nôtre aussi, pour trouver des solutions écologiques pour satisfaire nos besoins essentiels. Mais ces progrès véritables seront impossibles sans un changement radical des règles de partage des richesses produites.

Des élections (présidentielles puis législatives) arrivent : c'est l'occasion de choisir des hommes et des femmes capables de porter des projets pour le 21^e siècle ; pas des individus dont l'objectif principal est de nous faire accepter les sacrifices issus des mauvais choix qu'ils ont faits jusqu'à présent. ■

La richesse est la somme de ce que chaque citoyen apporte à la société !

Notre système économique considère la richesse uniquement comme la production de biens et services marchands. Autrement dit : n'a de valeur que ce qui se paie. Cette vision est très largement fautive pour plusieurs raisons.

Tout d'abord on ne se pose pas la question de la valeur d'usage des biens et services vendus. Par exemple un appareil à bas prix que l'on met à la poubelle très rapidement contribue à la croissance économique. Plus on produit de déchets et plus les entreprises qui les collectent et les « recyclent » augmentent leur chiffre d'affaire. Il en est de même si les sommes dépensées pour les jeux en ligne augmentent.

Il en résulte une perte de sens du travail ; son objet devient essentiellement le moyen d'obtenir de l'argent pour consommer

plus. Pour bon nombre il s'agit surtout de « boucler les fins de mois ». Le lien entre le travail et le service rendu à la société est largement rompu.

La société ne vit pas que de consommation. Les bénévoles d'une association, les voisins qui se rendent des services, les familles qui s'entraident contribuent tout autant à la qualité de vie de chacun. Cette économie informelle et non marchande est un rouage essentiel d'une société en bonne santé.

L'argent a été inventé pour faciliter les échanges, il devrait donc faciliter la possibilité pour chacun de bénéficier des fruits des efforts de tous. Force est de constater qu'il sert surtout à contraindre un nombre croissant à la portion congrue, pendant que d'autres s'enrichissent de manière honteuse.

Au fond la richesse d'un pays ou de la planète n'est que la somme des actions positives de chaque citoyen du monde pour le bien être de tous. Partant de ce constat, le chômage est un non sens. De même, refuser de financer les services publics c'est choisir de privilégier des services lucratifs, bien que peu utiles voire nuisibles, au détriment de la santé, de l'éducation, de la culture, ...

Le système économique que l'on nous a imposé a fait la preuve de sa stupidité et des dangers qu'il fait courir à la pla-

nète, mais il nous a tellement impliqués dans ses mécanismes que nous devons nous débarrasser de quelques addictions pour inventer autre chose. Pourtant la prise de conscience est en marche, les enjeux de développement durable sont identifiés. Un nombre croissant de citoyens imaginent des solutions locales et concrètes et se regroupent.

Il reste à choisir des élus capables d'impulser les changements nécessaires. Cette période d'élections est un rendez vous à ne pas rater avec le 21^e siècle. ■

Une autre économie est possible !

Notre économie est devenue dépendante d'un système bancaire et de spéculateurs totalement **déconnectés de la réalité quotidienne. Les crises qui se succèdent montrent la fragilité du système et son impact négatif sur les populations. Les inégalités et la précarité sont de plus en plus criantes.**

Pourtant, une autre économie se répand :

- des systèmes d'investissement direct dans des projets locaux avec la NEF (Société Coopérative de Finances Solidaires), les Clubs Cigales ou Terre de Liens par exemple,
- un système d'échanges qui favorise une économie locale avec les SEL (Systèmes d'Echanges Locaux) et les monnaies locales qui se développent ici ou là,
- un approvisionnement de qualité et qui profite à tous, producteurs et consommateurs, avec les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et les coopératives de producteurs,

- une production maîtrisée où l'homme est responsable de son outil de travail avec les SCOP (Société Coopérative et Participative).

Cette économie-là ne fait pas la une des médias et est absente de la campagne électorale ; seuls quelques rares candidats en font mention dans leur programme.

Pourtant elle touche en France directement des centaines de milliers de personnes, elle irrigue tous les territoires et représente une part non négligeable du tissu économique de notre pays.

A nous, par nos pratiques quotidiennes et par notre bulletin de vote, d'en faire un enjeu de démocratie, de la faire connaître et d'amplifier ce mouvement de l'Économie Sociale et Solidaire qui permettra à tous de vivre mieux et en meilleure harmonie.

Quelques liens : www.lelabo-ess.org ; www.lanef.com ; <http://selidaire.org/> ; <http://www.terredeliens.org/> ; www.amap44.org ; www.les-scop.coop/ ■

Energie : l'après pétrole c'est maintenant !

Le prix du pétrole ne va pas arrêter d'augmenter (même avec une courbe en dents de scie) et son utilisation libre du gaz à effet de serre. L'accident de Fukushima nous rappelle les dangers des centrales nucléaires et l'utilisation de cette énergie génère des déchets ingérables et dangereux pour les générations futures. L'utilisation de nourriture comme carburant a un mauvais rendement et est inadmissible au regard des populations qui ne mangent pas à leur faim.

Est-on dans une impasse ?

Non si nous nous engageons dans la transition énergétique comme le font certains pays comme l'Allemagne. La plupart des énergies renouvelables viennent du soleil : solaire thermique, photovoltaïque, éolien, hydraulique, marée-motrice... et à notre échelle l'énergie du soleil est inépuisable ! Par ailleurs, nous pouvons réduire nos besoins d'énergie par la sobriété énergétique : isolation des bâtiments, réduction du gaspillage d'éclairage, appareils économes, réorganisation des déplacements etc...

C'est dès maintenant qu'il faut agir.

Pour le pétrole, outre son prix, on peut rappeler que son utilisation est un phénomène d'une durée très courte à l'échelle de l'espèce humaine et que de toute façon il faudra bien arriver à s'en passer dans au mieux quelques dizaines d'années.

Le minerai nucléaire n'est pas non plus inépuisable, tout juste permettrait-il de gagner quelques dizaines d'années supplémentaires... une goutte d'eau à notre échelle, au prix de gros risques.

La transition énergétique est donc une nécessité, et l'urgence de cette mutation n'est pas encore prise en compte dans nos politiques, ni dans les programmes de la plupart des candidats. Ici aussi, autant que notre bulletin de vote, c'est par notre comportement quotidien que nous devons faire bouger les choses ■

Que c'est beau la démocratie ! Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Démocratie, une belle idée soumise à bien des interprétations, à bien des adjectifs : "social démocratie", "démocratie populaire", "démocratie parlementaire", "démocratie libérale", etc.

Tout le problème vient de ceux qui ont le pouvoir. Ils "font" l'opinion et retirent ce pouvoir au peuple ; croient-ils encore à la démocratie ?

La démocratie libérale ?

Le libéralisme avec ses dogmes sur le marché, la libre concurrence, la réussite individuelle peut faire croître la puissance économique d'un pays mais génère des inégalités par son principe même. Des lobbies privés influent sur le politique, veu-

lent toujours moins d'Etat ; celui-ci se désengage des services publics et privatise.

La démocratie parlementaire ?

Les élus exercent le pouvoir ; mais leur "délégation" diminue de plus en plus le pouvoir du peuple ; ceci est accentué par des dérives et des vices :

- manque flagrant de représentativité sociologique et démographique,
- cumul des mandats, y compris dans le temps, amenant une véritable "classe" de politiciens professionnels à plein temps,

- haute fonction publique et technocratie aux mains des élites des quelques grandes écoles : pouvoir de fonctions non électives,

- rôle hypertrophié de la "com"; le spectacle a submergé le politique.

Existe-t-il ces mêmes dérives au niveau local ? Une petite devinette en guise de réponse : réélu depuis plus de 20 ans, second politicien cumulard en 2009, pesant sur le Département et la Région à ce qu'on entend... Vous avez trouvé ! Mais comment cet homme accomplit-il toutes ces missions ? A chaque mandat correspond un cabinet (technocrates, conseillers, chargés de mission, communicants...) qui fait le travail; il n'y a plus qu'à valider. Et il fait alors des choix importants, sûr de son pouvoir sur "son" territoire, même s'il n'en est pas l'élu, quitte à mettre les autres au pas ! ("*Cette personne finit par penser qu'il détient la vérité en tout et partout. Envers et*

contre la plupart de ses alliés politiques, les recommandations du Grenelle 2, la saine gestion des fonds publics, ses propres engagements en matière de sanctuarisation des espaces agricoles, il veut son grand AEROPORT"-Télérama n° 3246). Peu importe les conséquences pour la population, les oppositions des élus de terrain, peu importe que les justifications, embellies par des mensonges ou des erreurs, aient toutes été balayées et qu'une étude objective prouve que cet équipement est inutile, destructeur et coûteux (le contribuable paiera pour les bénéfices de Vinci !), il a toujours refusé le débat avec ceux qui osaient ne pas penser comme lui. "*Je crois que je ne me trompe pas*".

Certains élus veulent leur "pyramide" ; oublient-ils que c'est aussi un tombeau ? ■

Alimentation : Bio et Proximité

Le collectif "Alimentation saine et de proximité" organise sur les quatre communes du canton du 7 au 15 juin prochain la

"1^{ère} Fête des AMAP et des productions locales"

Le but de cette manifestation est de mieux faire connaître les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et les circuits courts, les produits locaux, l'agriculture de proximité, dans une ambiance conviviale et familiale.

Des portes ouvertes seront organisées dans les six AMAP du canton :

- Sucé (AMAP de Mazerolles) le 5 juin,
- Grandchamp le 8 juin
- Treillières le 14 juin,
- La Chapelle sur Erdre : Gesvrine 12 juin, Le Limeur 14 juin et Le Plessis le 15 juin.

Venez rencontrer les producteurs et les coordinateurs, découvrir les produits de saison...

Animations :

Le 7 juin à Grandchamp, projection du film "Sous les pavés la terre" en présence du réalisateur,

Le 9 juin à Sucé, ateliers cuisine avec le chef Eric Chisvert,

Le 9 juin à La Chapelle sur Erdre, une journée complète de manifestations :

- à 10h, randonnée-vélo à la découverte des producteurs locaux (balade familiale, deux circuits d'environ 12 et 20 km seront proposés) avec haltes pédagogiques dans les fermes,
- à 17h, un atelier de cuisine de produits de saison : légumes d'été et fraises au menu (sur inscription),
- à partir de 19h30, salle St Michel, un repas de produits locaux (en partie préparés pendant l'atelier) qui sera suivi à 21h d'un spectacle tout public: "La soupe" par la compagnie rezéenne "Tintam'Art", une histoire à écouter et déguster ensuite (repas sur réservation, on peut aussi venir avec son propre pique-nique de produits locaux, spectacle gratuit),

Le 14 juin à Treillières, projection du film "République de la malbouffe" en présence de l'acteur principal.

Cette manifestation est inscrite dans le programme du Printemps Bio du GAB44 (Groupement des Agriculteurs Bio).

Le programme complet est disponible sur Internet : alimentation.saine44.blog.free.fr

Les associations du collectif "Alimentation Saine et de Proximité":

Solidarités-Ecologie, les AMAP du canton, CSF, Jardine, Zéphyr-Périscol, des parents d'élèves FCPE, collectif Cantines Bio 44 ■

Geneviève LEBOUTEUX, ancienne présidente de Solidarités-Ecologie, est candidate EELV aux élections législatives dans notre circonscription. Sa première **réunion publique**, aura lieu le **Jeudi 3 Mai à 20h30, Salle Barbara, à La Chapelle sur Erdre**, sur le thème :

"Penser global, agir local : qu'est-ce que ça veut dire ?"

**Solidarités Ecologie – 29 route de la Gergaudière
44240 La Chapelle sur Erdre**

Rédaction : Serge CLOUET, Dominique MENARD, Jean-Paul MINIER, Dominique VERDIER, Joseph VIOLAIN.

ISSN N° 1270-2927 – dépôt légal : Avril 2012

Imprimerie Parenthèse – Nantes

Bulletin d'adhésion :

NOM, Prénom :

Adresse :

E-mail :

Adhère à l'association Solidarités Ecologie

29 route de la Gergaudière – 44240 La Chapelle sur Erdre

Cotisation indiv. 13 € ; couple 18 € ; chômeurs étudiants 6 €